La Bastille, 11 Novembre 2012 allocution de Yves Lenoir

Appliquer le traitement de Tchernobyl à Fukushima.

Bonjour à tous. J'ai un espoir et une grande crainte pour Fukushima, pour les enfants de Fukushima et ceux à naître.

Mon espoir est nourri par toutes les initiatives indépendantes que des élus locaux, des médecins, des scientifiques et des citoyens responsables ont lancées depuis le 11 mars 2011, qui échangent, se coordonnent, reçoivent l'expérience de nos organisations indépendantes, ici, dans nos pays relativement épargnés par Tchernobyl, et là bas, au Belarus, en Russie et en Ukraine, de celles qui ont l'expérience de terrain du désastre sanitaire sournois qu'une catastrophe radiologique de grande ampleur provoque.

Ma grande crainte procède de ce que je vois : l'occupation méthodique et très intelligente du terrain dans les régions contaminées, mais aussi dans les media japonais par les organismes qui ont quasi réussi à « normaliser » le bilan de Tchernobyl, à en faire un non-problème, et par celles qui, aux côtés des autorités biélorusses, dont le pays est le plus affecté par la pollution radioactive, ont réussi à disqualifier et éliminer le contrôle social de la situation.

Ces organisations ont l'oreille des autorités et trouvent des complicités utiles dans les milieux scientifiques et médicaux. Elles jouissent de l'autorité invérifiable de leur appartenance ou de leur association aux organisations onusiennes chargées de l'énergie atomique et de la radioprotection. Elles abusent l'opinion, mais aussi bien d'honnêtes élus locaux, en affirmant la main sur le cœur que leur motivation est humanitaire et leur méthode scientifique.

L'expérience acquise à Tchernobyl par ces organisations au service de la préservation de l'image de marque de l'énergie atomique leur a d'ores et déjà permis de gagner plusieurs années si l'on compare avec le déroulement de leurs manœuvres dans les vingt ans qui ont suivi la catastrophe de Tchernobyl.

Je ne vais pas vous rappeler le bilan sanitaire réel de cet accident ni vous décrire une situation que vous connaissez tous, que l'on peut caractériser par une proportion de malformations à la naissance qui ne cesse de croître et a déjà doublé, par les pathologies invalidantes parfois multiples dont souffrent plus de 90% des liquidateurs encore en vie, par le fait que 80 % des enfants vivants dans les régions pollués sont malades ou en mauvaise santé, souvent touchés par des maux qui ne devraient frapper que les personnes âgées, et présentent des capacités intellectuelles en moyenne inférieures à celle que l'on mesure dans une population non contaminée.

Tout cela vous le savez. Tout cela est nié ou ignoré dans les deux rapports officiels qui font autorité :

- -le chapitre Santé du rapport du *Chernobyl Forum*, publié en 2005 sous l'égide de l'OMS, Forum aux travaux duquel le Professeur Shunichi Yamashita avait participé après avoir été recruté à cet effet en 2002 par la CIPR;
- -la partie du rapport général publié en 2008 par l'UNSCEAR, l'organisme mis en place en 1955 par l'ONU en vue de sélectionner les articles scientifiques à retenir pour la CIPR, l'OMS, l'AIEA etc, dans le but de servir au mieux les objectifs de cette dernière tels qu'énoncés par le Président Eisenhower le 8 décembre 1953 dans son grand discours *Atoms for Peace* à l'Assemblée Générale de l'ONU.

Aucun gouvernement ne se permettra jamais de critiquer un rapport publié par l'OMS, la CIPR ou l'UNSCEAR, aussi outrageusement mensonger et biaisé soit-il. C'est pourquoi je plaide pour dénoncer, non pas le contenu de ces rapports, c'est peine perdue, mais pour montrer qu'ils résultent d'un processus qui ne respecte pas la méthode scientifique. Ils ont une forme a-scientifique, une forme doctrinaire, comme si les institutions qui les publiaient produisaient une vérité absolue, comme si elles jouissaient d'une infaillibilité analogue à celle du Pape en matière de dogme.

Il n'est pas besoin d'être un puits de science pour comprendre que les données présentées par ces rapports sont arrangées, truquées : le bon sens, l'esprit de logique et l'exigence intellectuelle suffisent. Par ailleurs il s'agit de documents anonymes assortis d'une liste d'experts dont les contributions ne sont pas spécifiées. Ils n'offrent donc aucune prise à la critique scientifique, puisque'on ne sait pas à qui s'adresser personnellement pour lui poser une question ou lui faire part d'une critique.

La mafia atomique n'a reconnu, à contre cœur et donc bien tard, qu'une pathologie : le cancer de la thyroïde. Il est devenu l'arbre qui cache la forêt, concernant Tchernobyl bien sûr, mais déjà au Japon, comme vous le savez,

avec le grand programme de suivi des 360 000 jeunes touchés par les nuages radioactifs de Fukushima.

En 1990 la dégradation de la situation sanitaire au Belarus a motivé la création de l'Institut de radioprotection indépendant BELRAD. Grâce à la considérable influence de son fondateur, un des grands responsables du complexe militaro-atomique soviétique et des prestigieux appuis qu'il avait réunis à ses côtés, il trouva le soutien politique et budgétaire pour implanter 340 centres de mesure de la radioactivité des aliments, constituer des équipes dotées du matériel pour parcourir le pays et mesurer la charge corporelle du césium 137, mettre au point une prophylaxie à base de pectine pour en accélérer l'élimination.

Tout cela a été presque complètement anéanti lorsque l'Union Européenne, la CIPR et le CEPN ont répondu à l'appel du dictateur Lukashenko de « normaliser » la situation, c'est-à-dire de considérer que les problèmes n'étaient qu'économiques et psychologiques. Belrad survit grâce au financement que lui apporte l'association Enfants de Tchernobyl Belarus que je préside. Il a dû concentrer ses moyens sur la détection et l'assistance des groupes à risque, à peine 8% des enfants vivant dans les zones pollués.

Le CEPN se présente comme une ONG et amène dans ses fourgons d'autres ONG humanitaires et des équipes universitaires, autant de caution d'indépendance aux yeux de beaucoup. Curieuses compromissions au service des quatre membres de l'ONG CEPN: EDF, CEA, IRSN et AREVA! Pour boucler le dessin de ce cercle vicieux, il faut savoir que le Directeur du CEPN, en fonction depuis 1989, est l'économiste Jacques Lochard, par ailleurs Président, eh oui..., du Groupe 4 de la CIPR, celui chargé de l'application des recommandations.

Pour conclure et vous ouvrir les yeux sur votre adversaire stratégique :

Jacques Lochard est en train de mettre sur pied le programme ETHOS-Fukushima de traitement psychologique et culturel du désastre sanitaire en gestation. Les recommandations de la CIPR qu'applique le CEPN sont basées sur la doctrine ALARA, as low as reasonably achievable, qui prend tout son sens en cas de crise par le recours au *Principe d'Optimisation*. Il ne s'agit pas de protéger la santé des gens, mais de situer leur niveau d'exposition aux radiations à la valeur où le coût marginal d'une mesure de

protection supplémentaire égale le coût marginal du traitement des séquelles médicales ainsi évitées. Facile à comprendre, niveau bac option économie.

Permettez-moi pour conclure quelques observations pour guider votre contestation des menées de Lochard et de sa petite clique à Fukushima :

- -les effets sanitaires des radiations considérés sont ceux « prévus » par le modèle dose-effet de la CIPR (en l'occurrence uniquement des cancers) ;
- -les dépenses de protection des populations sont à consentir aujourd'hui alors que les dépenses du traitement des séquelles sanitaires ne pèseront que dans plusieurs années... le choix est vite fait, surtout si on leur applique un coefficient d'actualisation. Après tout, on est d'abord économiste.

L'OMS a publié en mai dernier un rapport sur la dosimétrie de Fukushima établi sous la direction des responsables du rapport du *Chernobyl Forum* de 2005. Ce rapport sert en ce moment à établir la prévision définitive des conséquences sanitaires de Fukushima, que l'UNSCEAR fera connaître dans quelques semaines.

Dans cette période cruciale, le combat pour dégommer les images de marque de Lochard, de la CIPR, de l'UNSCEAR, du CEPN, des ONG qui n'ont pas honte de collaborer avec ces mafieux et des autorités japonaises qui s'exonèrent de leur responsabilité politique en faisant appel à tout ce petit monde, ce combat est crucial. Il doit faire l'objet de tous vos efforts, de tous nos efforts. Il devrait passer avant tout. Car si nous le perdons, le terrain leur appartiendra.